



**Conseil d'administration
du Programme des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des Nations Unies
pour la population**

Distr. générale
26 juillet 2006
Français
Original : espagnol

Deuxième session ordinaire de 2006

New York, 11-15 septembre 2006

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

Programmes de pays et questions connexes

PNUD

**Projet de descriptif de programme de pays pour l'Uruguay
(2007-2010)***

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction	1	2
I. Analyse de la situation	2-5	2
II. Coopération passée et enseignements tirés	6-11	3
III. Programme proposé.	12-17	4
IV. Gestion, suivi et évaluation du programme.	18-23	6
Annexe		
Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'Uruguay (2007-2010)		8

* La soumission du présent document a été retardée du fait qu'il a fallu rassembler les données nécessaires pour communiquer au Conseil d'administration les informations les plus récentes.



Introduction

1. Le présent document a été élaboré en consultation avec le Bureau du plan et du budget de la présidence de la République. Ont été pris en compte les documents de définition stratégique du Gouvernement, le bilan commun de pays, le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD), le rapport national sur les objectifs du Millénaire pour le développement, le rapport national de 2005 sur le développement humain et le rapport du PNUD de 2004 intitulé « La democracia en América latina ».

I. Analyse de la situation¹

2. Avec un PIB par habitant de 8 820 dollars des États-Unis (en parité des pouvoirs d'achat, 2003), une forte proportion de la population qui vit en zone urbaine et une transition démographique précoce, l'Uruguay fait partie des pays au niveau de développement élevé [l'indicateur du développement humain était de 0,840 en 2003 (PNUD, 2005)]. Toutefois, ce niveau a baissé en termes relatifs. Par ailleurs, l'Uruguay continue d'enregistrer à l'échelle régionale les plus faibles niveaux de pauvreté et d'inégalités dans la répartition des revenus (CEPALC, 2005), ainsi que le meilleur indice d'appui à la démocratie (PNUD, 2003). L'économie uruguayenne s'est caractérisée ces dernières décennies par un faible dynamisme et une croissance qui ne se maintient pas dans le temps. De plus, la récession de 1999-2002, qui a entraîné une baisse de 17 % du PIB entre 1999 et 2003, s'est aussi traduite par une dette publique élevée et a accentué l'émigration qui avait commencé pendant les années 70, en particulier celle de personnes très qualifiées, d'où une perte de capital humain. Depuis 2003, le PIB s'accroît et, en 2005, il est revenu à la hauteur de 1998 mais le nombre de postes de travail ne s'est pas accru considérablement.

3. Entre 1986 et 1994, la pauvreté avait nettement reculé mais elle a repris sa courbe ascendante à partir de 1995. Depuis le début de la récession en 1999, les inégalités se sont creusées. Malgré la reprise économique depuis 2002, la proportion de personnes pauvres ou indigentes a atteint en 2004² un niveau sans précédent. Cette situation touche particulièrement les enfants, les adolescents et les jeunes, parmi lesquels les cas de retard psychomoteur et de malnutrition pendant les premières années de la vie sont très nombreux. En 2005, le taux de pauvreté a baissé de 2,8 % pour s'établir à 29,8 %, alors que le taux d'indigence a baissé de 0,4 %, soit 3,5 % de la population.

4. Parvenir à un développement durable est un objectif essentiel, étant donné l'augmentation de la vulnérabilité et par conséquent des menaces pour l'environnement qui résultent des changements écologiques à l'échelle mondiale et des nouveaux systèmes de production. Il est vrai que l'on a pris davantage conscience de l'importance de préserver les écosystèmes à l'échelle locale ou mondiale pour assurer le bien-être des générations présentes et futures.

¹ Cette analyse s'inspire du bilan commun de pays que l'équipe du système des Nations Unies en Uruguay a élaboré en novembre 2005.

² En 2004, la proportion de la population vivant dans la pauvreté était de 32,6 %, et celle de la population indigente de 3,9 %.

5. Le rétablissement en 1985 du système démocratique a permis de progresser considérablement dans la consolidation de la démocratie, mais les problèmes qui découlent de la période précédente en ce qui concerne la pleine réalisation des droits civils et politiques des personnes n'ont pas été tous résolus. Par ailleurs, la qualité de la démocratie est affectée par les difficultés que d'importants secteurs de la population éprouvent pour exercer pleinement leurs droits économiques, sociaux, environnementaux et culturels, en raison de la fragmentation sociale croissante, ce qui a des répercussions sur la qualité de la vie civique et sociale, et aggrave la fragilité des mécanismes institutionnels de responsabilisation, et réduit la proportion déjà très faible de femmes à des fonctions gouvernementales, par rapport à des pays de niveau de développement analogue.

II. Coopération passée et enseignements tirés

6. En 2001, dans le cadre de « Agenda Uruguay », le bureau du PNUD a facilité le dialogue à l'échelle nationale sur des questions stratégiques et sectorielles. En 2003 et 2004, le système des Nations Unies, avec le Gouvernement et des entités de la société civile, ont lancé un débat national (*Mesas de diálogo*) sur les objectifs du Millénaire pour le développement. Le Gouvernement a présenté en 2005 le rapport national sur ces objectifs. En juin de la même année, il a présenté aussi le troisième rapport national sur le développement humain, qui portait sur « l'économie du savoir » et la situation de l'Uruguay à cet égard. Cela a contribué au débat sur ce sujet et enrichi l'ensemble des projets en matière de science, de technologie et d'innovation (en particulier l'implantation de l'Institut Pasteur à Montevideo et du Pôle technologique à Pando, et la promotion de la biotechnologie et de la programmation électronique).

7. À propos de la gouvernabilité démocratique, le bureau du PNUD a contribué à renforcer les capacités du Parlement en ce qui concerne ses fonctions législatives et de promotion et de protection des droits de l'homme; à améliorer la réglementation des services publics dans les secteurs de l'énergie, de l'approvisionnement en eau, des services d'assainissement et des télécommunications; à moderniser la gestion administrative et financière de divers départements de l'administration centrale; et à accroître les capacités du Ministère de l'intérieur en matière de prévention des délits et de réinsertion de jeunes détenus. De plus, en 2004 et en 2005, le bureau a apporté son concours à l'occasion du changement de gouvernement national et d'autorités départementales, et le développement local a été intégré dans toutes les activités de coopération avec l'Uruguay.

8. En matière de réduction de la pauvreté, le bureau du PNUD a promu les moyens d'harmoniser, d'une part, les activités des différents secteurs et, d'autre part, celles de l'État et d'entités de la société civile. Il a fourni son appui à des services publics de santé à l'échelle nationale et départementale, à la consolidation des centres d'aide aux enfants et aux familles (CAIF), ainsi qu'à l'amélioration de leur gestion et de leur couverture. Le bureau du PNUD a aussi contribué au renforcement du programme intégral pour les enfants, les adolescents et les familles en situation de risque social, à la création et au renforcement du Ministère du développement social, à la mise en œuvre du plan d'urgence sociale et à la création du mécanisme de coordination national de lutte contre le VIH/sida.

9. Dans le domaine du développement durable, on a accru les capacités d'aménagement et de gestion du territoire et des ressources naturelles en aidant à la Direction nationale de l'environnement. Une assistance a aussi été fournie pour l'élaboration de projets dans divers domaines – reconversion industrielle, sources d'énergie renouvelables, lutte contre la pollution, gestion intégrée des ressources hydriques et des zones côtières, définition de politiques et de programmes d'éducation relative à l'environnement. Le bureau du PNUD a contribué à la préparation de la loi qui a permis d'établir le système national des zones protégées. En 2005, on a obtenu l'incorporation dans le Programme de microfinancement du Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

10. À propos des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes, le bureau du PNUD a intégré ces questions dans tous les éléments de sa programmation. Il a participé au développement des capacités institutionnelles ainsi qu'à la conception et à la mise en œuvre de politiques publiques sur les droits de l'homme et l'égalité entre les sexes, en particulier en ce qui concerne les rapports qui existent entre ces questions et la pauvreté et l'iniquité. De plus, le bureau a apporté son appui à la création et au renforcement de l'Institut national des femmes et de la Direction des droits de l'homme.

11. Plusieurs enseignements ont été tirés de l'exécution du programme. En premier lieu, on a pu constater que le PNUD est reconnu comme une entité impartiale qui facilite la rencontre et le dialogue des différents membres de la société civile et politique, des cercles universitaires, du Gouvernement national et des autorités départementales. Autre enseignement : on a constaté aussi l'importance de la stratégie d'alliances à laquelle ont donné une impulsion le PNUD, d'autres organismes du système des Nations Unies et des organismes de coopération bilatérale et multilatérale. Un troisième enseignement a été tiré de l'insertion des questions des droits de l'homme et de l'égalité entre les sexes dans toutes les activités, ce qui a permis d'accroître et d'améliorer les résultats, et de promouvoir l'intégration de l'action du bureau du PNUD dans celle de l'administration publique.

III. Programme proposé

12. Le bureau du PNUD a défini un axe stratégique pour les activités du programme 2007-2010 : l'appui à la mise en œuvre de la stratégie de développement du pays. Le bureau, dans le cadre du développement humain, facilitera les approches qui permettent de définir en concertation des cibles et des objectifs, d'élaborer des politiques et des plans d'action de l'État, de formuler, de coordonner, d'appliquer et de superviser des stratégies et politiques de développement, et de dialoguer et de débattre sur des questions stratégiques. Au moyen du rapport national sur le développement humain, et du suivi des progrès de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, on continuera de contribuer au débat, à la réflexion et à la recherche d'accords sur des questions stratégiques. Les quatre éléments dans lesquels les projets s'inscriront sont les suivants :

13. *Développement fondé sur le savoir et la diversification de la production.* Le bureau du PNUD apportera son soutien au débat sur les politiques de développement économique, ainsi qu'à l'élaboration, au suivi et à la mise en œuvre de ces politiques; au renforcement de l'interaction entre, d'une part, les entités qui

produisent des biens et des services intensifs en matière de connaissances et, d'autre part, les entreprises intéressées; et à une insertion plus compétitive du pays à l'échelle internationale grâce à la diversification de la production et aux activités économiques reliées au développement local.

14. *Développement durable et environnement.* Le bureau du PNUD promouvra la conception et l'utilisation de méthodes et de pratiques d'aménagement du territoire et de gestion des ressources hydriques; la manipulation sûre des matières polluantes, des substances chimiques, des déchets et des gaz qui affectent la couche d'ozone; l'élaboration de mesures pour s'adapter au changement climatique; la réduction de la vulnérabilité et la gestion des risques; les sources d'énergie renouvelables, l'efficacité énergétique et d'autres initiatives visant à atténuer le changement climatique (mécanismes de développement propres, Fonds du carbone pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement); ainsi que les initiatives locales de développement durable mises en œuvre par des organisations de la société civile.

15. *Lutte contre la pauvreté et l'inégalité.* Le bureau du PNUD contribuera au renforcement institutionnel et à la coordination des organismes qui élaborent et mettent en pratique des politiques et des stratégies de réduction de la pauvreté et de lutte contre les inégalités, y compris des moyens pour sortir des situations d'urgence sociale. Seront élaborés des plans et mesures de suivi des objectifs du Millénaire pour le développement à l'échelle nationale et locale. Par ailleurs, on s'efforcera de garantir l'intégralité et d'accroître la qualité des services d'assistance aux enfants dans le besoin (en se souciant tout particulièrement des enfants, garçons ou filles, en bas âge et de leurs mères), et d'étendre la couverture des services de soins à ces groupes vulnérables, en coordination avec d'autres entités du système des Nations Unies. Afin de renverser la tendance à l'accroissement de la segmentation sociale et résidentielle, le bureau du PNUD préconisera l'incorporation de cette question dans les politiques publiques. De plus, il appuiera la conception, le suivi et la mise en œuvre de politiques axées sur l'équité du traitement des deux sexes, des générations et des races. En collaboration avec les autres entités qui interviennent dans le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), on accentuera les capacités institutionnelles nationales pour lutter contre ce fléau.

16. *Renforcement, à l'échelle nationale et locale, de la gouvernabilité démocratique.* Le bureau du PNUD aidera le gouvernement national à élaborer, puis à mettre en œuvre des politiques dans des domaines stratégiques (par exemple, sécurité publique et défense nationale), les autorités départementales à exercer leurs fonctions de planification et d'harmonisation de politiques à l'échelle locale; le Parlement à s'acquitter de ses fonctions législatives et de promotion et de protection des droits de l'homme; le pouvoir judiciaire à mieux administrer les tribunaux (*Tribunales* et *Juzgados*); et les organisations représentatives de la société civile à accroître leurs moyens d'action et leur participation à la conception, l'application et le suivi de politiques et de stratégies. En matière de droits de l'homme, le bureau du PNUD continuera d'apporter son appui à l'élaboration et à la mise en œuvre du Plan national d'éducation dans le domaine des droits de l'homme. De plus, il contribuera aux initiatives visant à préserver la mémoire et à transmettre l'histoire récente du pays.

17. Les éléments communs à toutes les activités du programme sont les suivants : droits de l'homme, équité du traitement des deux sexes, développement local et

développement des capacités nécessaires pour gérer efficacement les affaires publiques. À propos de l'équité du traitement des deux sexes et des droits de l'homme, on veillera en particulier à ce que les personnes chargées d'élaborer des programmes, des projets et des politiques y incluent systématiquement ces questions. Pour ce qui est du développement local, on favorisera l'insertion de considérations territoriales locales dans les initiatives du PNUD. Le Programme d'organisation des réseaux territoriaux sera étendu à d'autres zones du pays. En ce qui concerne le développement des capacités nécessaires pour une gestion efficace des affaires publiques, le bureau fournira son soutien au processus d'acquisition de biens et de services en tant que complément nécessaire de l'aide importante que le PNUD apporte en matière de développement.

IV. Gestion, suivi et évaluation du programme

18. On utilisera les indicateurs de résultats qui ont été définis à cette fin. De plus, la supervision totale du programme commencera dès son approbation et sa mise en œuvre, l'accent étant mis sur les résultats et les effets escomptés, sur l'allocation des ressources, sur les effets multiplicateurs et sur la coordination avec d'autres initiatives. On renforcera les mécanismes conjoints du Bureau du plan et du budget de la présidence de la République, d'une part, et du PNUD, d'autre part, pour assurer le suivi, la supervision et l'évaluation du programme, en veillant particulièrement à prévenir ou à résoudre les problèmes qui pourraient se poser, et en tenant compte des résultats de la coopération. Des services consultatifs seront fournis aux organismes d'exécution par divers moyens – réunions et visites de supervision et de suivi, examens approfondis, analyses de rapports, participation à des instances mixtes de direction et de suivi. Le programme sera évalué, ainsi que des projets, en fonction des besoins et des exigences des institutions de financement.

19. Le programme sera harmonisé avec le programme régional, le Centre de contact sous-régional, le Bureau des politiques de développement, le Réseau d'experts régionaux et les Volontaires des Nations Unies. La mobilisation de ressources se fera avec l'aide des entités suivantes : Bureau régional de l'Amérique latine et des Caraïbes, Bureau des ressources et des partenariats stratégiques, Bureau des politiques de développement, Fonds pour l'environnement mondial, Fonds d'affectation spéciale thématique, Association publique-privée pour l'environnement en milieu urbain et Fonds du carbone pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Avec l'aide du Groupe spécial de la coopération technique entre pays en développement, on cherchera à développer la coopération Sud-Sud. De plus, on se souciera tout particulièrement de l'insertion du pays aux niveaux sous-régional, régional et international.

20. Les activités d'analyse et de programmation conjointes du système des Nations Unies (bilan commun de pays/PNUAD) contribuent à inscrire l'action du PNUD dans une stratégie commune. À ce sujet, on favorisera la création d'alliances et la mobilisation de ressources de coopération bilatérale (centrale et décentralisée) et multilatérale, et on s'emploiera à améliorer la coordination de la coopération, afin d'en optimiser les résultats et les effets, dans le cadre de la stratégie de développement du pays. On continuera d'agir en collaboration avec des entités importantes de la société.

21. En ce qui concerne les ressources financières, pendant l'exécution du programme on suivra en permanence la situation des dépenses et des engagements, ainsi que les flux, ventilés par source de financement. Les activités menées au titre des projets seront supervisées. La méthode sera celle de l'exécution à l'échelle nationale, qui s'avère efficace et économique. De plus, on s'emploiera à diversifier les sources de fonds pour les projets nationaux en intensifiant la coopération bilatérale, centrale et/ou décentralisée et multilatérale, ainsi que la coopération Sud-Sud. Les ressources ordinaires du PNUD que l'Uruguay recevra à partir de 2007 serviront de catalyseur pour promouvoir les capacités de ceux qui élaborent, supervisent et appliquent des politiques publiques dans des domaines prioritaires et complexes du plan national d'action; et pour faire avancer l'application du concept de développement humain et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.

22. Le présent programme sera examiné à mi-parcours par le Bureau du plan et du budget de la présidence (OPP) et par le PNUD afin de déceler les éventuels problèmes d'exécution, et d'apporter les ajustements nécessaires.

23. On prévoit pour 2007-2010 l'allocation de 1 783 000 dollars, à prélever sur les ressources ordinaires. Le PNUD, en collaboration avec le Gouvernement, s'efforcera de nouer des alliances pour le financement, l'objectif étant de réunir des ressources complémentaires.

Cadre de résultats et d'allocation des ressources pour l'Uruguay (2007-2010)

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources nécessaires (dollars É.-U.)</i>
Priorité ou objectif national (objectifs du Millénaire pour le développement et/ou autres engagements pris lors de conférences internationales) : éliminer l'extrême pauvreté et la faim; assurer l'éducation primaire pour tous; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; améliorer la santé maternelle; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; assurer un environnement durable Effet direct 1 du PNUAD : D'ici à 2010, le pays a progressé dans les capacités nécessaires pour acquérir des connaissances, innover et diversifier les méthodes de production de biens et de services axés sur la croissance soutenue et durable.					
1. Développement fondé sur le savoir et la diversification de la production	Le pays a promu des initiatives pour une production diversifiée et fondée sur la technologie, ainsi que des secteurs caractérisés par des connaissances approfondies, qui favorisent les activités économiques novatrices et concurrentielles, et la création d'emplois de qualité.	1.1 Élaboration d'intrants qui facilitent l'élaboration de stratégies et de politiques de développement, explicitation des liens entre économie et développement dans les politiques publiques, et production d'informations socioéconomiques (PPP-PNUAD 10, 21 et 27)	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de rapports et de consultations réalisés – Nombre de bases de données contenant des informations socioéconomiques produites 	Présidence de la République, Bureau du plan et du budget de la présidence (OPP), INE, Université de la République	Ressources ordinaires : 389 000 (TRAC) Autres ressources : 11 370 000
		1.2 Réseaux constitués et activités productives non traditionnelles qui ont été encouragés (tourisme, etc.) avec la participation des cercles universitaires, du secteur productif et d'Uruguayens très qualifiés vivant à l'étranger, dans des domaines d'activités intensives et novatrices, et de connaissances (biotechnologie, alimentation, technologies électroniques, etc.) (PPP-PNUAD 11 et 30)	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de projets de pôles technologiques et de zones industrielles élaborés et finançables – Nombre de projets, élaborés et finançables, d'entreprises dans des secteurs de connaissances intensives – Nombre de projets d'activités productives non traditionnelles élaborés et finançables 	Université de la République, Union européenne, Institut Pasteur, CIU, autorités départementales (intendencias), Ministère du tourisme et du sport	Total des ressources, élément 1 : 11 758 000
		1.3 Capacités économiques développées à l'échelle locale (PPP-PNUAD 17)	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de projets d'activités productives élaborés et finançables à l'échelle locale 	OPP – Agence espagnole de coopération internationale, autorités départementales (intendencias), entités de coopération décentralisée	

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources nécessaires (dollars É.-U.)</i>
2. Développement écologiquement durable	Le pays a promu une gestion intégrée du territoire et de l'environnement en mettant l'accent sur le développement local.	2.1 Renforcement des capacités du Gouvernement national et des autorités départementales, et des initiatives locales de développement durable mises en œuvre par des organisations de la société civile, en vue de la gestion du territoire et des ressources hydriques, et de la préservation de la biodiversité et de l'utilisation durable des ressources naturelles (PPP-PNUAD 18)	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de plans de gestion territoriale conçus et en cours d'approbation – Nombre de zones couvertes par le Système national des zones protégées – Nombre des activités de formation réalisées – Nombre d'initiatives de développement durable réalisées à l'échelle locale par des entités de la société civile 	Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement (DINAMA, DINOT, DINASA), Ministère de l'industrie, de l'énergie et des exploitations minières (DNETN), Ministère des relations extérieures, Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, Ministère du tourisme, gouvernements départementaux, Université de la République, PNUMA, organisations non gouvernementales, entreprises privées	Ressources ordinaires : 114 000 (TRAC) Autres ressources : 20 815 000 Total des ressources, élément 2 : 20 929 000
		2.2 Mesures d'atténuation du changement climatique et d'adaptation au changement climatique, et plans de réduction des risques mis en œuvre par le Gouvernement, le secteur privé et la société civile (PPP-PNUAD 19)	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre de plans de gestion et mesures de réduction des risques/adaptation au changement climatique conçus et en cours d'approbation – Nombre d'initiatives pour un développement propre et pour des sources d'énergie renouvelables créées 		
		2.3 Renforcement des capacités du Gouvernement national et des gouvernements départementaux dans la manipulation et la réduction des polluants chimiques, des déchets et des substances qui nuisent à la couche d'ozone (PPP-PNUAD 20)	<ul style="list-style-type: none"> – Système d'information sur le COP – Substances nuisibles à la couche d'ozone éliminées, conformément au Protocole de Montréal 		

Priorité ou objectif national (objectifs du Millénaire pour le développement et/ou autres engagements pris lors de conférences internationales) : éliminer l'extrême pauvreté et la faim; assurer l'éducation primaire pour tous; promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans; améliorer la santé maternelle; combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies; assurer un environnement durable

Effet direct 2.1 du PNUAD : D'ici à 2010, le pays a progressé dans l'élaboration et la gestion de politiques visant à éliminer l'indigence et à réduire la pauvreté.

Effet direct 2.2 du PNUAD : D'ici à 2010, le pays a progressé dans l'élaboration et la gestion de politiques pour accéder à des services sociaux de qualité et plus équitables, pour réduire les discriminations et promouvoir des méthodes d'intégration sociale.

Effet direct 3 du PNUAD : D'ici à 2010, le pays a progressé dans l'harmonisation effective de la législation et des pratiques nationales avec les engagements pris à l'échelle internationale, et dans le renforcement des institutions publiques et de la société civile en vue de l'élaboration, de l'exécution, du suivi et de l'évaluation des politiques publiques.

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources nécessaires (dollars É.-U.)</i>
3. Lutte contre la pauvreté et l'iniquité	Le pays a progressé dans l'élimination de situations de pauvreté et d'iniquité en élaborant et en mettant en œuvre des politiques de réduction de la reproduction sociale de la pauvreté; dans la réduction des discriminations, la promotion de l'intégration et la cohésion sociale; et le développement du capital humain et social	3.1 Élaboration d'intrants techniques, débats et ressources humaines au sein du Gouvernement national et des gouvernements départementaux en vue de l'élaboration et de la mise en œuvre de politiques publiques de lutte contre la pauvreté et l'iniquité, dans une perspective sexospécifique, conformément aux objectifs du Millénaire pour le développement (PPP-PNUAD 49, 50, 56, 65, 67 et 70)	<ul style="list-style-type: none"> – Nombre d'instances auxquelles participent des membres de la classe politique – Nombre de propositions incorporées dans l'élaboration de politiques et de programmes – Nombre d'instruments de planification institutionnalisés – Systèmes de supervision et d'évaluation en œuvre – Plan national pour l'égalité des chances et Programme pour la qualité et l'équité élaborés et approuvés – Accroissement de l'indice de renforcement des capacités des femmes 	OPP, Ministère du développement social, Ministère de la santé publique, Université de la République, Ministère du logement, de l'aménagement du territoire et de l'environnement, autorités départementales (intendencias), Plan CAIF, Administration nationale de l'enseignement public, Institut de l'enfance et de l'adolescence de l'Uruguay, OPP, Groupe des femmes au Parlement, UNICEF, CEPALC	Ressources ordinaires : 848 000 (TRAC) Autres ressources : 21 625 000 Total des ressources, élément 3 : 22 473 000
		3.2 Propositions mises en œuvre pour améliorer l'état nutritionnel et le développement psychomoteur des enfants (garçons ou filles), et élaboration de projets de vie axés sur les femmes en situation de pauvreté, et sur leur capacité d'inclusion sociale (PPP-PNUAD 37)	<ul style="list-style-type: none"> – Taux de dénutrition, établi à partir d'indicateurs anthropométriques (poids/âge) – Résultats obtenus dans le TEPSI – Taux d'allaitement exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois – Pourcentage (dans la population bénéficiaire) des enfants de moins de 3 ans qui fréquentent les centres d'aide aux enfants et aux familles (CAIF) 	Ministère de la santé publique, autorités municipales (intendencias), Institut national d'administration, Institut de l'enfance et de l'adolescence de l'Uruguay, Ministère du travail et de la sécurité sociale, Administration nationale de l'enseignement public, Ministère de l'éducation et de la culture, université, entités de la société civile, UNICEF, FAO, BSP	

<i>Élément du programme</i>	<i>Résultats du programme</i>	<i>Produits du programme</i>	<i>Indicateurs de l'exécution des produits, niveaux de référence et niveaux cibles</i>	<i>Partenaires</i>	<i>Ressources nécessaires (dollars É.-U.)</i>
		3.3 Développement des capacités institutionnelles du Gouvernement national pour lutter plus efficacement contre le VIH/sida (PPP-PNUAD 77)	<ul style="list-style-type: none"> – Renforcement du mécanisme de coordination nationale de lutte contre le VIH/sida – Qualité des propositions soumises au Fonds mondial et à d'autres organismes de coopération 	Ministère de la santé publique, Ministère du développement social, personnes atteintes du VIH, ONUSIDA, UNICEF, FNUAP, BSP	
4. Renforcement de la gouvernabilité démocratique, à l'échelle nationale et locale	Le pays a amélioré les mécanismes juridiques et institutionnels de protection des droits de l'homme; les institutions publiques et la société civile ont renforcé leur capacité de planification, de gestion et de coordination d'initiatives, conformément aux engagements pris par le pays à l'échelle nationale et internationale	<p>4.1 Services consultatifs et intrants techniques fournis aux parlementaires pour qu'ils s'acquittent mieux de leurs fonctions législatives, de représentation et de promotion et de protection des droits de l'homme. Renforcement de réseaux d'organisations de la société civile (PPP-PNUAD 80, 81, 91 et 99)</p> <p>4.2 Renforcement de la capacité de planification des autorités départementales (PPP-PNUAD 92)</p> <p>4.3 Intrants techniques élaborés et capacités institutionnelles développées en vue de l'élaboration et de l'application de politiques dans des domaines stratégiques d'action du Gouvernement national (PPP-PNUAD 90)</p>	<ul style="list-style-type: none"> – Création et mise en œuvre d'une institution nationale de promotion et de protection des droits de l'homme – Nombre de propositions d'harmonisation législative conformes aux traités internationaux en matière de droits de l'homme – Visibilité et effets des propositions émanant d'organisations de second degré – Unités de planification constituées – Accords régionaux en place – Conseils (mesas) de sécurité publique établis et évalués – Document de base élaboré en vue de la préparation d'un projet de loi sur la défense nationale, et de loi organique des forces armées – Élaboration et application d'un plan national d'éducation dans le domaine des droits de l'homme 	<p>Parlement, Union interparlementaire, Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, réseaux de la société civile, Ministère des relations extérieures, Ministère de l'éducation et de la culture, Ministère de l'intérieur, Cour suprême de justice, cercles universitaires</p> <p>Mairies et conseils départementaux, Agence espagnole de coopération internationale</p> <p>Ministère de la défense, Ministère de l'éducation et de la culture, Université de la République, Centre de contact sous-régional/BPD, Ministère du développement social, Ministère du tourisme, entités de la société civile</p>	<p>Ressources ordinaires : 432 000 (TRAC)</p> <p>Autres ressources : 13 300 000</p> <p>Total des ressources, élément 4 : 13 732 000</p>